



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La révolution technique agricole dans la C.E.E. et ses conséquences

Günther Thiede

Citer ce document / Cite this document :

Thiede Günther. La révolution technique agricole dans la C.E.E. et ses conséquences. In: Économie rurale. N°91, 1972. pp. 3-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1972.2167>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1972_num_91_1_2167

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La conférence présentée par Günther Thiede en mai 1971, devant l'Agrarsoziale Gesellschaft (Association de sociologie agraire), a eu un grand retentissement dans l'opinion publique aussi bien que dans les milieux spécialisés.

L'auteur y défend cette idée, qualifiée par lui de personnelle : pour l'agriculture, les conceptions du passé n'ont plus aucune valeur; une nouvelle orientation s'impose.

Limiter les capacités, afin d'éviter une surproduction d'une ampleur insoupçonnée, deviendrait le thème n° 1 de la politique agricole. C'est pourquoi une très grande partie des terres agricoles devrait être soustraite à l'exploitation. La mobilité du sol qui s'instaurerait bientôt à un degré inconnu jusqu'ici, faciliterait considérablement la réorganisation de l'agriculture.

G. Thiede présente ici les principaux arguments de cette thèse, et les données sur lesquelles elle s'appuie.

Abstract

The revolution in agricultural techniques in the E.E.C. and its consequences

The lecture delivered by G. Thiede in May 1971 before the Agrarsoziale Gesellschaft (the rural sociologie society) caused a stir in public opinion and in specialized circles. Here the author defends the opinion, which he describes as « personal » ; that as far as agriculture is concerned the conceptions of the past have now no value and that a new direction must be taken. Limiting capacity in order to avoid an overproduction, wich could attain unimagined proportions in his opinion should become the principal question in agricultural policy. That is why a great proportion of arable land should cease to be farmed. Land would then change hands at a much faster rate than has hitherto been known and would considerably ease the reorganization of agriculture.

Here Mr Thiede presents the mains arguments of this thesis and the data on which it is based.

LA RÉVOLUTION TECHNIQUE AGRICOLE DEVANT LA C.E.E. ET SES CONSÉQUENCES

par Günther THIEDE

Chef de division à l'Office Statistique des Communautés Européennes

La conférence (*) présentée par Günther Thiede en mai 1971, devant l'Agrarsoziale Gesellschaft (Association de sociologie agraire), a eu un grand retentissement dans l'opinion publique aussi bien que dans les milieux spécialisés.

L'auteur y défend cette idée, qualifiée par lui de personnelle : pour l'agriculture, les conceptions du passé n'ont plus aucune valeur; une nouvelle orientation s'impose.

Limitier les capacités, afin d'éviter une surproduction d'une ampleur insoupçonnée, deviendrait le thème n° 1 de la politique agricole. C'est pourquoi une très grande partie des terres agricoles devrait être soustraite à l'exploitation. La mobilité du sol qui s'instaurerait bientôt à un degré inconnu jusqu'ici, faciliterait considérablement la réorganisation de l'agriculture.

G. Thiede présente ici les principaux arguments de cette thèse, et les données sur lesquelles elle s'appuie

The revolution in agricultural techniques in the E.E.C. and its consequences

The lecture delivered by G. Thiede in May 1971 before the Agrarsoziale Gesellschaft (the rural sociologie society) caused a stir in public opinion and in specialized circles. Here the author defends the opinion, -- which he describes as « personal » ; -- that as far as agriculture is concerned the conceptions of the past have now no value and that a new direction must be taken. Limiting capacity in order to avoid an overproduction, wich could attain unimagined proportions in his opinion should become the principal question in agricultural policy. That is why a great proportion of arable land should cease to be farmed. Land would then change hands at a much faster rate than has hitherto been known and would considerably ease the reorganization of agriculture.

Here Mr Thiede presents the mains arguments of this thesis and the data on which it is based.

Depuis des générations, nous vivons dans l'idée que toutes les surfaces qui ne sont pas nécessaires à l'urbanisation et aux voies de communication doivent être utilisées en tant que superficies agricoles ou forestières. Nous entendons constamment parler du spectre de la faim dans le monde et des efforts qui seront, paraît-il, nécessaires pour subvenir aux besoins alimen-

taires mondiaux dans 20 ou 50 ans. Nous avons grandi dans la conviction que les problèmes économiques de l'agriculture et du monde agricole pourraient être réglés, en premier lieu, par l'augmentation des quantités produites et par une orientation appropriée des moyens de la politique agricole (« bataille de la production », « accroissement de la production », « intensification »).

(*) Le texte intégral a été publié dans « Schriftenreihe für ländliche Sozialfragen » édité par l'ASG de Göttingen, fascicule 61, « Landbewirtschaftung ohne Agrarproduktion ».

Le monde agricole n'a malheureusement qu'une part limitée dans les progrès de notre époque, il ressent ce fait avec une grande inquiétude. Nombreux sont les concepts du passé qui n'ont plus aucune valeur ; une réorientation complète est nécessaire. Il nous faut découvrir au plus vite les tendances de l'évolution amorcée, et analyser leurs conséquences possibles. Des voies nouvelles doivent être reconnues. Dans cette optique, quatre questions se posent :

- Quelles sont les perspectives de croissance de la production agricole ?
- Comment peut-on apprécier les débouchés futurs ?
- Quel est le bilan de l'offre et de la demande ?
- Dans quelle mesure des superficies affectées jusqu'ici à la production agricole deviendront-elles disponibles ?

La C.E.E. délimite le cadre

Il faut considérer l'évolution dans l'ensemble de la C.E.E. La politique de production et de marché pour les produits agricoles ne peut plus être réglée au plan

national, mais seulement dans l'ensemble plus vaste formé par la Communauté, et par conséquent elle doit l'être par des décisions prises au niveau des institutions communautaires. Avec l'instauration du marché commun agricole, les frontières intérieures séparant les Etats membres ont été effacées. Ainsi la situation en matière d'approvisionnement de la Communauté formant un tout est devenue l'un des principaux critères des décisions économiques, au lieu et place de la situation existant dans les différents pays.

Ainsi, par exemple, une forte augmentation des rendements céréaliers en France a des conséquences sur la situation des approvisionnements de toute la Communauté, et pèse donc aussi sur les décisions qui doivent être prises pour la Communauté dans son ensemble et, partant, pour les exploitations allemandes. Le besoin de rattrapage particulièrement important de l'Italie, pour la consommation de viande, qui apparaît nettement ces dernières années dans toutes les statistiques disponibles, doit être entendu comme un stimulant pour tous les producteurs de viande de bœuf de la C.E.E. C'est pourquoi j'examinerai toujours la situation dans la C.E.E., même si c'est, en premier lieu, par référence à la situation de l'agriculture allemande.

I — PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Erreurs d'estimations dans le passé

La meilleure manière d'illustrer l'importance des erreurs d'appréciation en cette matière est de rechercher quelles hypothèses ont été avancées sérieusement dans le passé, touchant ce qui était, à l'époque, l'avenir, et de voir si ces hypothèses coïncident avec la réalité déjà devenue de l'histoire. On peut, par exemple, se reporter à une projection des rendements céréaliers effectués, il y a 15 ans, par la F.A.O. [14] (1). Je me contenterai de citer ici les rendements indiqués pour les pays devenus ultérieurement membres de la C.E.E. (la République Fédérale d'Allemagne ne figurait pas dans cette étude de la F.A.O.) :

Ainsi les rendements prévus pour dans 20 ans ont été atteints après peu d'années (quatre à huit) seulement. Par exemple, dans le cas de la France, les rendements attendus pour 1975 sont dès maintenant dépassés de 10 quintaux/hectare pour le blé et de 23 quintaux/hectare (!) pour le maïs-grain.

(1) Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie, page 19.

Tableau 1

Estimations de la F.A.O. en 1955 en ce qui concerne l'évolution des rendements à l'hectare jusqu'en 1975 (qx/ha)

Espèce céréalière Pays de la C.E.E.	Estimation de la FAO pour 1975	Rendement effectif Ø 1968-70	Les rendements escomptés en 20 ans ont été atteints * en
Blé :			
France	26	36	6 ans
Italie	20	23	8 ans
Pays-Bas	40	44	4 ans
Maïs-grain :			
France	27	50	4 ans
Italie	30	44	3 ans

(*) Afin d'éliminer les effets dus au hasard pour certaines récoltes, on a pris comme base l'année médiane de moyennes mobiles sur 5 ans.

Source : [14], [35].

Les prévisions concernant la République Fédérale, établies par plusieurs auteurs, n'ont guère été plus justes.

Tableau 2
Rendement à l'hectare 1970 dans la R.F.A.
Hypothèses et réalité (qx/ha)

Auteur (année de publication)	CEREALES		POMMES DE TERRE	
	Hypothèse	Réalité *	Hypothèse	Réalité *
Plate/Woermann (1962)	32,6	} 35,9	229	} 285
Commission C.E.E. (1963)	31,6		240	
Institut IFO (1967)	33,7		270	

(*) Ø 1967-1970.
Source : [28], [12], [20], [35].

La réalité d'aujourd'hui dépasse les prévisions de rendement moyen céréalier faites pour 1970 il y a neuf ans, huit ans et même quatre ans de 4 à 2 quintaux et, pour les pommes de terre, elle dépasse le rendement prévu de 56 à 15 quintaux. Or, dans la R.F.A. toute sous-estimation d'un quintal pour le blé signifie que 500.000 tonnes de blé de plus qu'il n'était prévu pèseront sur le marché.

En regard, pour la Communauté tout entière, un rendement supérieur de seulement un quintal à ce qui était prévu correspond déjà à une augmentation de la récolte de céréales de plus de 2 millions de tonnes. Cette quantité correspond à une réduction de près d'un tiers du déficit de 6,5 millions de tonnes (2) subsistant dans l'approvisionnement communautaire pour la campagne céréalière 1969/70.

Fortes augmentations de rendement au cours des 15 dernières années

Quelles sont les augmentations de rendement que l'on peut prévoir dans l'avenir ? Dans la R.F.A. et en France, la récolte est actuellement en moyenne pour toutes les céréales et pour toutes les zones productrices (bonnes et mauvaises) d'environ 35 quintaux/hectare. En Italie, elle est inférieure d'environ 10 quintaux, aux Pays-Bas d'environ 5 quintaux supérieure à cette moyenne. Au cours des 15 dernières années, les rendements céréaliers de la Communauté se sont accrus de 11 quintaux/hectare, ceux des pommes de terre de 60 quintaux/hectare et ceux des betteraves à sucre d'environ 100 quintaux/hectare. Ceci correspond, en 15 ans seulement, à une augmentation d'environ la moitié pour les céréales et du tiers pour les pommes de terre et les betteraves sucrières. Les accroissements les plus forts ont été enregistrés au cours des dernières années de cette période.

Tableau 3
Augmentation réelle des rendements à l'hectare en 15 ans (qx/ha)

Produit	Période	C.E.E.	3 principaux producteurs de la C.E.E. *		
			F = France I = Italie	P.B. = Pays-Bas A = R.F. d'Allemagne	
Céréales	Ø 1951-55	20,5	F 18,7	A 25,5	I 17,6
	Ø 1966-70	31,8	33,7	34,8	25,3
	accroissement	+ 11,3	+ 15,0	+ 9,3	+ 7,7
Pommes de terre . .	Ø 1951-55	171	A 212	F 140	PB 252
	Ø 1966-70	233	279	207	339
	accroissement	+ 62	+ 67	+ 67	+ 87
Betteraves à sucre .	Ø 1951-55	316	F 283	A 342	I 305
	Ø 1966-70	423	431	448	370
	accroissement	+ 107	+ 148	+ 106	+ 65

(*) Situation actuelle, dans l'ordre de succession des quantités récoltées.
Source : [35].

(2) En dehors des trois dernières années (où, en moyenne, le déficit d'approvisionnement a été d'environ 6 millions de tonnes), la Communauté a enregistré depuis 1955/56 un déficit de l'ordre de 10 millions de tonnes (le plus faible étant de 7,3, le plus fort de 14,5 millions de tonnes) [35].

Cette évolution, encore considérée comme tout à fait impossible il y a 15 ou 20 ans, est imputable aux progrès inattendus des techniques de production et à leur diffusion large et rapide. On peut citer comme exemples l'emploi de nouvelles variétés (maïs hybride, variétés polyploïdes de betteraves à sucre, variétés à paille courte, l'utilisation systématique de semences de haute qualité, de quantités d'engrais plus importantes, de produits phytosanitaires, de produits réduisant la longueur des tiges, mais aussi naturellement l'amélioration de l'assolement, la régulation des apports d'eau et d'autres méthodes modernes de culture. En ce qui concerne la production animale, l'accroissement de la production est dû, en particulier, aux progrès en matière d'élevage (élevages d'animaux hybrides), à l'emploi de mélanges spécifiques adaptés d'aliments concentrés pour le bétail et de techniques d'alimentation, aux progrès réalisés en médecine vétérinaire, etc. qui, en fin de compte, se sont traduits par un meilleur coefficient de valorisation.

Les rendements records d'aujourd'hui seront les rendements moyens de demain

Les réserves encore inexploitées qui s'offrent à l'agriculture — non seulement dans les terres labourables (3) et notamment pour les céréales — sont néanmoins encore immenses. Dans un avenir prévisible, les rendements des exploitations de pointe actuelles pourront être considérés comme rendements moyens de vastes zones de production dans lesquelles l'avant-garde se distinguera par de nouveaux rendements records qui, à leur tour, constitueront la moyenne des années suivantes.

Le graphique 1 montre que l'on peut aussi discerner cette évolution à la lecture des statistiques agricoles générales, par exemple des rendements moyens nationaux des pays de la C.E.E.

En outre, une nouvelle venue de France me paraît jeter une vive lumière sur le futur. Lors de la préparation du VI^m Plan, on a escompté que la récolte de céréales sera, en France, de 39,5 millions de tonnes en 1975, et que (déduction faite de la consommation des exploitations agricoles), les livraisons seront de 28 millions de tonnes (Ø 1955-60 = 10 millions de tonnes, Ø 1961-65 = 14 millions de tonnes, Ø 1966-69 = 12 millions de tonnes). Sur ces 28 millions de tonnes, 12 millions de tonnes environ seront consommés à l'intérieur du pays, mais 16 millions de tonnes seront disponibles pour l'exportation. Pour comprendre l'importance de ce chiffre, il faut savoir qu'avec 15 millions de tonnes, la production actuelle totale de l'Italie est inférieure à ce tonnage d'exportation prévu (récolte

actuelle en Allemagne = 17 à 19 millions de tonnes) et qu'il y a dix ans, la France ne pouvait exporter plus de 1 à 3 millions de tonnes de céréales par an.

Perspectives d'avenir fantastiques ou réalité future ?

Où l'évolution peut-elle encore conduire ? C'est ce qu'indiquent de nombreuses déclarations qui méritent d'être prises au sérieux et dont je ne puis citer ici que quelques-unes :

— La Commission Vedel [24] instituée par le gouvernement français, prévoit qu'en France les rendements doubleront d'ici 1985, en ce qui concerne le blé, l'orge et le maïs et que ceux des betteraves à sucre pourront être accrus de 20 à 30 % (4). Elle souligne expressément que ce résultat pourrait être obtenu dès maintenant si l'on appliquait systématiquement toutes les techniques de production déjà connues (il est donc bien clair que ces chiffres ne tiennent même pas compte des découvertes nouvelles).

— M. D. Bergmann, directeur de la Station centrale d'économie et de sociologie rurale en France, va encore beaucoup plus loin [1]. Il admet que l'agriculture française devrait être un jour en mesure d'atteindre les rendements moyens suivants si elle se convertissait à l'utilisation des moyens les plus modernes (les rendements de 1970 sont indiqués entre parenthèses) :

Céréales	90 qx/ha	(35)
Pommes de terre	400 qx/ha	(210)
Betteraves à sucre	650 qx/ha	(440)
Vin	} augmentation de 50 %	
Fruits		
Légumes		

— Le Département d'Etat à l'agriculture escompte qu'en général les rendements à l'hectare aux Etats-Unis doubleront voire tripleront d'ici l'an 2000 [17]. D'autre part, des poules maintenues à un rythme de 18 heures pondent 300 à 400 œufs par an.

— De nouvelles graminées, qui permettraient d'augmenter de dix fois les rendements, ont été obtenues spécialement à l'intention des sols pauvres des zones de montagnes et de collines d'Italie (comprenant 4 millions d'hectares d'herbages médiocres) qui n'avaient donné jusqu'à présent que de faibles rendements (8 à 8,5 quintaux équivalent foin) (Ernährungsdienst du 15-8-1970).

— Selon Priebe [29], la « vache de 7.000 litres » a été le thème dominant d'un congrès d'éleveurs. Si

(3) Plate [27] signale de « vastes réserves intensives », le plus souvent facilement exploitables, pour les herbages permanents et ajoute que les superficies consacrées aux fourrages seront réduites en raison de l'augmentation des rendements.

(4) Le doublement des rendements céréaliers en 18 ans correspond à un taux d'accroissement moyen annuel (formule des intérêts composés) de 3,9 %. Pour la production laitière par vache, on escompte, dans le rapport Vedel, des taux d'accroissement annuels de 2,4 % ; pour la production de viande bovine, on prévoit qu'ils seront de 3 %.

elle devenait, dans l'avenir, une réalité, la production actuelle moyenne de lait dans la R.F.A. augmenterait de 80 % environ et — si de telles vaches pouvaient être élevées partout, dans la C.E.E. — elle pourrait bien plus que doubler.

— Grâce à l'emploi accru de techniques modernes et de moyens chimiques, il deviendra possible de mieux orienter la production végétale par des « régulateurs de croissance » : croissance géante (déjà connue par les produits à base d'hormones dans la lutte contre les mauvaises herbes), préférence donnée aux parties des plantes économiques importantes, résistance plus grande à la sécheresse, nouvelles variétés par l'emploi de la biologie moléculaire, réduction des pertes, formes modernes de cultures sous abris en plastique, etc. Même en matière d'élevage, des procédés accéléra-

teurs de croissance se répandront et marqueront la technologie [26], [31].

Réserve des prévisions officielles

Face à ces aspects, bien des projections établies selon des méthodes plus ou moins traditionnelles apparaissent extrêmement réservées. Ceci s'applique aussi probablement à la dernière prévision sur l'évolution à long terme, publiée officiellement en Allemagne. C'est ainsi que le « Rapport agricole 1971 du Gouvernement fédéral » [9], qui formule des hypothèses sur les tendances de l'évolution jusqu'en 1980, ne prévoit que des accroissements annuels de rendement relativement modestes sur une période de dix à douze ans. Les hypothèses de Plate [27] si situent à peu près au même niveau :

Tableau 4
Taux d'accroissement prévus
dans la production de produits agricoles jusqu'en 1980

	Rapport agricole 1971		Plate (R.F.A.)
	R.F.A.	C.E.E.	
Céréales (rendement par unité de superficie)	2,2 %	moins de 3 % *	***
Betteraves à sucre (rendement par unité de superficie)	0,3 %	non indiqué **	***
Lait (rendement par vache)	0,8 %	1,3 %	1,1 %
Viande de bœuf (production totale)	1,4 %	2,3 %	1,4 %
Viande de porc (production totale)	2,1 %	2,0 %	1,9 %

(*) Bien qu'aucun chiffre ne soit donné directement il est dit que « les superficies cultivées » ne devraient augmenter « que lentement » et que l'accroissement de la production (passant de 65 à 85 millions de tonnes en 12 ans) « devrait être dû essentiellement à une augmentation des rendements à l'hectare ». (**) Après comparaison du texte et des chiffres, il peut s'agir, au maximum, de 1,5 % par an. (***) Il n'est pas cité de chiffre concret, mais l'auteur constate que les rendements des produits de la terre continueront en général à augmenter, grâce aux progrès techniques, comme ils l'ont fait depuis le début des années 1950.

Toutefois, il faut observer que ces prévisions ne reflètent pas seulement dans l'abstrait les augmentations potentielles de rendement qui, en soi, seraient techniquement possibles, mais traduisent plutôt une évolution déjà modifiée par celle supposée des débouchés et des prix, c'est-à-dire une évolution freinée. Si, par exemple, les prix agricoles diminuent en valeur réelle (le rapport agricole 1971 dit : « On suppose que le niveau des prix agricoles... augmentera un peu *nominalement* — souligné par l'auteur), l'effet stimulant des prix sur la production, qui existait dans le passé (5), ne sera plus ressenti et se transformera peut-être même en son contraire.

Sans doute le rapport agricole allemand escompte-t-il, pour l'ensemble des pays membres de la C.E.E., des taux d'accroissement qui, en général, sont un peu supérieurs à ceux qu'il prévoit pour la R.F.A. Mais les

taux d'accroissement annuels supposés sont en contraste absolu avec les prévisions que l'on peut déduire de ce qui a été dit ci-dessus pour l'avenir, compte tenu des possibilités techniques. Ils sont d'ailleurs aussi contraires à l'évolution passée, telle que la reflète le tableau 5.

Tableau 5
Accroissement annuel de la production agricole
en Allemagne depuis 1883

Territoire	Période *	Accroissement ** de la production totale en % par an
Territoire du Reich dans les frontières de 1913 .	1883-1911	1,8
Territoire du Reich dans les frontières de 1937 .	1926-1936	2,3
Territoire fédéral	1950-1968	3,2

(*) Par les années indiquées du début et de la fin, il s'agit généralement de moyennes pluriannuelles au milieu desquelles se trouvent les années indiquées.
(**) Calculé selon la formule des intérêts composés.
Source : Conversion d'après [5].

(5) Dans le passé, cet effet a été naturellement particulièrement sensible pour l'agriculture française qui, contrairement à l'agriculture allemande, a bénéficié de fortes hausses de prix après l'entrée dans la C.E.E.

La production agricole augmentera-t-elle dorénavant de 3 % par an ou plus ?

Pendant les 90 dernières années, la production agricole allemande a augmenté à un rythme annuel moyen sans cesse plus rapide : de 1,9 % en moyenne avant la première guerre mondiale, ce taux d'accroissement est passé à 2,3 % entre les deux guerres, puis à 3,2 % à partir de 1950. Tout indique que, dans l'avenir, des taux d'accroissement annuels de 3 % et plus sont encore très probables (6).

Aussi semble-t-il que les préoccupations au sujet des excédents futurs, qui d'ailleurs apparaissent de plus en plus nettement dans le rapport agricole du Gouvernement fédéral, s'aggraveront beaucoup plus qu'on ne l'a dit jusqu'à présent. Le rapport agricole allemand proclame que, parmi les six « objectifs et points principaux de la politique agricole dans la C.E.E. » le premier consiste à « adapter la production à la consommation ».

Cela signifie naturellement une limitation des capacités pour éviter la formation d'excédents structurels. Si les taux d'accroissement de la production agricole devaient réellement dépasser de beaucoup les estimations du rapport agricole allemand, ce que bien des signes font prévoir, les conséquences politiques pour l'agriculture d'une réduction des capacités de plus en plus nécessaire deviendront, encore bien davantage que jusqu'ici, le thème n° 1 de notre politique agricole et économique.

Possibilités de développement chez nos partenaires de la C.E.E.

Ces préoccupations seront bien plus graves si l'on se rend compte clairement, à la fin de ce chapitre, des possibilités de développement qui existent encore pour la production dans d'autres pays de la C.E.E., c'est-à-dire chez nos partenaires.

Tableau 6

Augmentation de la production agricole (*) dans la C.E.E. de « 1958/59 » (**) à 1968/69

	En millions de tonnes équivalent céréales			Pourcentage d'accroissement	
	1958/59	1968/69	Accroissement	En 10 ans	Annuel (***)
R.F.A.	45,4	62,4	17,0	37	3,2
France	61,7	90,1	28,4	46	3,9
Italie	39,9	53,6	13,7	34	3,0
Pays-Bas	13,3	18,8	5,5	41	3,5
Belgique-Luxembourg .	9,0	11,7	2,7	30	2,6
C.E.E.	169	236	67	40	3,4

(*) Production finale, c'est-à-dire corrigée des doubles comptes (fourrage, semences, œufs à couver) - (**) Moyenne des années 1956/57 à 1960/61 - (***) Formule des intérêts composés.
Source : [38].

Le tableau 6 montre quelle a été l'évolution au cours des six dernières années. Pendant cette période, le taux d'accroissement pour l'ensemble de la C.E.E. (40 %) a même dépassé encore légèrement celui de la R.F.A. (37 %). Mais c'est la France qui se distingue le plus, ce pays ayant pu, en dix ans, augmenter sa production agricole de près de la moitié (46 %).

Si l'on considère les rendements parfois encore inférieurs à la moyenne qui, aujourd'hui, sont obtenus en France, on peut penser que les possibilités d'augmenter les rendements (engrais, produits phytosanitaires, four-

rages concentrés, aliments du bétail importés, etc.) ne sont encore utilisées, dans ce pays, que dans une moindre ou même dans une faible mesure et, si l'on se rend compte que le géant agricole français a été réveillé par la C.E.E., mais que dans certaines parties du pays, il sommeille encore un peu [18], on s'apercevra que d'énormes augmentations de production sont à prévoir pour la Communauté économique européenne, et l'on comprendra que les problèmes les plus ardues vont se poser à nous. Ils entraîneront fatalement un « chaos des excédents » (7) si des mesures énergiques ne sont pas prises en temps utile.

(6) Cela est même particulièrement vrai pour les rendements par unité de production (superficie) parce qu'il faut prévoir, si l'on est réaliste, que ce sont notamment des sols à rendement marginal qui seront détournés de la production, ce qui aura pour effet d'augmenter automatiquement la moyenne statistique.

(7) Le baron von Heereman, président du Deutscher Bauernverband a employé cette expression lorsqu'il a demandé notamment, lors d'une manifestation de paysans à Bruxelles, le 23-3-71, que l'on évite, grâce à une orientation raisonnable de la production, de se trouver à nouveau en face d'un chaos des excédents dans la Communauté.

II — QUELS DEBOUCHES SUPPLEMENTAIRES S'OFFRENT-ILS ?

Si l'on réfléchit aux augmentations potentielles de la production à prévoir en Europe pendant les dix ou vingt prochaines années, on parvient à des taux d'accroissement importants. Mais on doit tout autant faire des constatations pessimistes si l'on examine les débouchés supplémentaires.

Il n'y a que trois possibilités raisonnables d'utilisations supplémentaires de notre production croissante : a) accroissement de la population ; b) amélioration du menu de chacun et c) développement des exportations. Je ne parlerai pas ici d'un accroissement très important et durable des stocks, car un tel accroissement ne sera sans doute jamais l'objectif déclaré de la politique agricole, mais tout au plus un échec de cette politique.

Le nombre des consommateurs ne s'accroît plus guère

Les constatations pessimistes au sujet d'une amélioration des ventes de produits agricoles par suite du développement démographique sont de date assez récente. Il y a peu de mois à peine que les prévisions fondées sur les statistiques démographiques tablaient sur une augmentation assez continue du nombre d'habitants de la R.F.A., et, par conséquent, de la population à approvisionner en produits agricoles. L'annuaire statistique 1970 de l'Office fédéral des statistiques indiquait encore que jusqu'en 1990 (compte non tenu des migrations, c'est-à-dire essentiellement des travailleurs étrangers et de leurs familles résidant sur le territoire fédéral), la population devrait s'accroître de la manière suivante :

— 1-1-1969 :	60,5 millions d'habitants		
— 1-1-1975 :	61,6	»	(+ 1,1 million)
— 1-1-1980 :	62,6	»	(+ 1 »)
— 1-1-1985 :	63,9	»	(+ 1,3 »)
— 1-1-1990 :	65,4	»	(+ 1,5 »)

Pour chaque période de 5 années, l'accroissement devait être de 1 à 1,5 million de personnes.

Mais ce n'est pas seulement en France que l'on peut prévoir la mobilisation de nouvelles réserves de rendement. Il en est de même en Italie qui, en matière de rendements, est jusqu'ici au bas de l'échelle, mais qui est en train de moderniser de plus en plus son agriculture, tout au moins dans de vastes parties du pays.

Aux Pays-Bas également, où le niveau de rendement est, de loin, le plus élevé, il faut aussi s'attendre à de nouvelles et importantes augmentations de la produc-

tion. Toutefois, celles-ci proviendront, pour une part seulement, de l'utilisation plus efficace du potentiel propre de production (c'est-à-dire du sol des Pays-Bas), mais probablement, pour l'essentiel, d'un effort encore plus accentué dans la valorisation des produits agricoles, indépendante de la superficie et pour laquelle on emploie presque exclusivement du fourrage importé. En 1968/69, par exemple, les Pays-Bas produisaient près de 14,9 millions de tonnes équivalent céréales (E.C.) de produits animaux, dont 7 millions de tonnes E.C. à l'aide des seuls fourrages importés. La contrevaletur de ces fourrages importés correspondait à un équivalent de superficie de 1,85 million d'hectares [38].

Comme les Pays-Bas ne possèdent que 2,26 millions d'hectares de S.A.U. (superficie agricole utile), on voit clairement dans quelle mesure la production agricole peut être rationalisée — au profit évident de l'exploitant agricole intéressé — sans avoir recours à une superficie propre (existante ou non). Ce mode d'intensification de la production agricole mérite aussi d'être pris en considération dans toutes les réflexions sur l'évolution future de la C.E.E.

En résumé il faut s'attendre, dans l'avenir, à une expansion très importante de la production, non seulement dans l'agriculture allemande, mais aussi dans celle des autres pays de la C.E.E., expansion qui, en raison de nouveaux et grands progrès des techniques agricoles, notamment dans le domaine biologique, pourrait dépasser celle que l'on a connue dans le passé le plus récent et qui justifierait alors sans doute le terme « d'explosion de la production » employé par Priebe [29].

Si l'on admet grosso modo qu'en moyenne générale, la production agricole d'un hectare (au niveau de rendement actuel) est nécessaire pour assurer la nourriture de trois personnes pendant un an, le supplément de nourriture correspondant aux deux millions de personnes en plus que l'on prévoyait jusqu'ici pour 1980 aurait signifié pour la R.F.A. des ventes supplémentaires de produits agricoles équivalant à la production actuelle de près de 700.000 ha de superficie, ce qui en l'occurrence équivaldrait à peu près à la S.A.U. du pays de Bade.

Or, il existe une « invention » moderne qui donne manifestement le coup de grâce à cette évolution initialement prévue et qui a entraîné des changements décisifs non seulement pour la question des ventes futures, qui nous préoccupe, mais aussi dans bien d'autres secteurs (par exemple, planification en matière de constructions scolaires, formation professionnelle, pensions de vieillesse). A l'Office fédéral des statistiques, on est en effet maintenant d'avis — notamment après

étude de la statistique démographique (et surtout de celle des naissances) pour 1970 — que l'on peut, tout au plus, faire les prévisions suivantes en ce qui concerne le chiffre de la population :

— 1-1-1970 : 61,2 millions d'habitants			
— 1-1-1975 : 61,6	»	»	(+ 0,4 million)
— 1-1-1980 : 61,7	»	»	(+ 0,1 »)
— 1-1-1985 : 62	»	»	(+ 0,3 »)
— 1-1-1990 : 62,3	»	»	(+ 0,3 »)

Ainsi, l'accroissement démographique naturel jusqu'en 1980 ne serait que d'environ 500.000 personnes, au lieu de 2 millions environ, comme on l'admettait encore il y a peu de temps. La raison de ce changement est due, en particulier, à l'usage de la « pilule ». Alors que dans la R.F.A., il y a encore 3 ans, on pouvait tabler sur un chiffre de naissances (enfants nés vivants) d'un peu plus d'un million par an, ce chiffre n'est plus que de 800.000. Le nouveau taux de croissance annuel de la population totale à nourrir (toujours non compris les migrations), calculé sur cette base, est de moins de 0,1 % par an.

Il reste naturellement à se demander si cette chute du nombre de naissances n'entraînera pas un jour ou l'autre un appel plus important à la main-d'œuvre étrangère et si, de ce fait, le nombre des consommateurs n'augmentera pas tout de même comme on le prévoyait d'abord. Il n'est sûrement pas facile de répondre sur ce point. D'une part, dès aujourd'hui, environ trois millions d'étrangers (surtout des travailleurs avec leurs familles) vivent dans la R.F.A. et, d'autre part, la question est de savoir jusqu'à quel point ce chiffre pourra être considérablement accru dans l'avenir, car les pays d'origine de ces travailleurs participeront probablement de plus en plus eux-mêmes au développement économique.

En septembre 1970, l'Office fédéral des statistiques a encore publié des hypothèses assez prudentes selon lesquelles on supposait seulement un accroissement de 250.000 ouvriers étrangers (sans compter leurs familles) de 1970 à 1980 (Wirtschaft und Statistik 1970, page 461). Les hypothèses ont maintenant été relevées, notamment sur la base des fortes immigrations enregistrées au cours des années 1969 et 1970 (600.000 personnes pour chacune de ces deux années), et portées ainsi à 1,5 million (travailleurs étrangers, y compris leurs familles). Si l'on adopte ces dernières hypothèses, ceci correspond à un taux d'accroissement annuel de 0,25 % par rapport au chiffre actuel de la population. Néanmoins les hypothèses avancées par le ministère fédéral de l'économie [6] se situent bien en-dessous de cette prévision la plus récente de l'Office fédéral des statistiques, et la moyenne de trois variantes permet de calculer un accroissement qui n'est que de la moitié du chiffre cité.

Il faut donc conclure que l'accroissement du nombre de consommateurs à prévoir est relativement faible. Les chiffres cités précédemment, indiquant pour la R.F.A. un accroissement d'environ 0,6 % par an (popu-

lation autochtone et étrangère) doivent être ramenés, pour la R.F.A., aux environs de 0,2 à 0,33 %. L'accroissement est donc d'assez faible importance pour un élargissement des débouchés agricoles.

On ne dispose pas encore de prévisions démographiques aussi récentes, c'est-à-dire rectifiées, pour les autres pays de la C.E.E. Mais on peut s'attendre à ce que les taux d'accroissement admis jusqu'à présent soient réduits afin de les adapter à l'accroissement plus faible de l'excédent des naissances.

L'amélioration du menu entraîne un supplément de débouchés

Mais pour combien de temps encore ?

En ce qui concerne la seconde possibilité de débouchés supplémentaires, à savoir l'amélioration du menu, il existe encore certains aspects intéressants pour l'agriculture. Mais leur portée est limitée, tant sur le plan matériel que dans le temps.

Personne ne peut manger plus que son estomac ne peut contenir. Au contraire, la diététique moderne semble s'imposer lentement dans de larges couches de la population, c'est-à-dire que la quantité le cède de plus en plus à la qualité des aliments. On devrait même bientôt atteindre un niveau où le choix de la nourriture sera dicté, non plus par le porte-monnaie, mais dans une large mesure par des considérations médicales. L'homme attache de plus en plus d'importance à une nourriture saine, équilibrée, dans laquelle — au détriment des débouchés de l'agriculture — le besoin global de calories par tête diminue plutôt qu'il n'augmente (8).

Si l'on considère les tendances de l'évolution de la consommation par habitant depuis la dernière guerre mondiale, il apparaît nettement que l'on consomme moins d'aliments riches en hydrates de carbone, mais bien plus d'aliments albuminés d'origine animale. C'est ainsi qu'on a de plus en plus recours à des produits qui, avant de parvenir au consommateur, ont été traités, transformés ou préparés pour être consommés. Ce qui nous intéresse plus particulièrement, dans le cadre de cette conférence, ce n'est pas le surcroît considérable de dépenses qui en résulte pour le consommateur (9), mais plutôt la quantité écoulée de produits agricoles proprement dits convertie en valeur naturelle. Il s'agit, en effet, de voir si, et dans quelle mesure, l'agriculture a pu jusqu'ici profiter et pourra continuer à profiter du changement des habitudes alimentaires.

(8) Woehlken (E.) [43] constate pour le présent que pour « tous les produits alimentaires considérés en bloc... l'élasticité du revenu de la demande quantitative est déjà nulle si l'on choisit comme dénominateur commun les calories consommées ».

(9) L'agriculture n'en profite que pour une faible part ; les principaux bénéficiaires sont l'industrie de transformation et les intermédiaires.

Jusqu'à présent 1,5 % d'augmentation annuelle de la consommation

Pour exprimer par un chiffre la vente des nombreux et divers produits agricoles, il est donc nécessaire d'affecter chacun de ces produits d'un certain coeffi-

cient et d'additionner ensuite les divers postes. S'agissant là de calculs qui doivent traduire le « rendement » pour l'agriculture, on a utilisé des équivalents céréales qui, comme on le sait, se réfèrent expressément à des valeurs en nature de la production agricole et dans lesquelles les produits transformés ont été reconvertis en produits primaires.

Tableau 7

*Variations de la consommation par habitant de produits alimentaires
entre « 1958/59 » (*) et 1968/69
exprimées en kilo d'équivalent céréales par an*

	Tous produits alimentaires			Dont viande seulement		
	« 1958/59 »	1968/69	Variation	« 1958/59 »	1968/69	Variation
R.F.A.	998	1.131	+ 133	393	510	+ 117
France	1.121	1.315	+ 194	524	663	+ 139
Italie	680	939	+ 259	202	381	+ 179
Pays-Bas	947	1.001	+ 54	305	383	+ 78
Belgique-Luxembourg	1.047	1.141	+ 94	420	499	+ 79
C.E.E.	938	1.122	+ 184	369	505	+ 136

(*) Moyenne des années 1956/57 à 1960/61.
Source : [38], complétée par des chiffres plus récents.

Il en ressort qu'en dix ans, la consommation de produits alimentaires par habitant — convertie en équivalent céréales — a augmenté de près du 1/5^e dans la C.E.E., et d'environ 1/7^e dans la R.F.A. Le chiffre C.E.E. reflète particulièrement l'augmentation spectaculaire de 38 % de la consommation par tête en Italie, pays qui, comme on le sait, a un important retard à rattraper. Par contre, l'augmentation de 1/7^e en dix ans constatée en Allemagne ne correspond qu'à un taux d'accroissement annuel d'environ 1,3 %. Il faut néanmoins considérer que, tel quel, ce taux a tendance à diminuer et que, selon toute probabilité, il diminuera encore davantage dans l'avenir. Nous en examinerons les raisons plus loin.

Augmentation de la consommation de viande — seul espoir de l'agriculture ?

Il faut d'abord signaler un fait particulièrement important, qui résulte également du tableau 7. On constate, en effet, dans tous les pays de la C.E.E., qu'au fond, un seul produit alimentaire, la viande, exerce une influence particulièrement décisive sur l'augmentation de la consommation. Sans doute le consommateur moyen a-t-il absorbé en 1968/69, en moyenne, dans la C.E.E., 184 kg de plus d'équivalent céréales (E.C.) que dix ans auparavant, mais sur cette quantité, 136 kg E.C. (soit presque les 3/4) concernaient la viande. Il semble qu'en principe, cette tendance soit appelée à se poursuivre, mais qu'elle ira sans doute en s'affaiblissant considérablement. En effet, dans l'intervalle, après un accroissement de 20 kg en dix ans seule-

ment, la consommation de viande dans la C.E.E. a presque atteint 75 kg par habitant (R.F.A. 80 kg).

Par comparaison avec l'évolution dans les pays à niveau de vie particulièrement élevé (U.S.A. = environ 110 kg, Suède = environ 60 kg de viande), il faut souligner que les chances qu'a l'agriculture communautaire de trouver de nouveaux débouchés grâce à l'augmentation de la demande de viande ont diminué entre-temps (10). En fait, on peut prévoir qu'un état de saturation assez marqué sera atteint, même pour la viande, dans un avenir prévisible que nous verrons sans doute nous-mêmes.

Parallèlement aux calculs du tableau 7, il faut signaler les études de l'Institut National français de la Statistique et des Etudes Economiques, qui ont été faites dans le cadre du VI^e plan [15], [16]. Celles-ci prévoient, pour la période comprise entre 1970 et 1975, un affaiblissement notable de la demande supplémentaire de produits alimentaires qui semble ne plus devoir être estimée (11) qu'à un peu plus de 1 % par an et par habitant.

(10) Woehlken [43] indique qu'une demande supplémentaire de viande ne peut qu'entraîner une réduction de la demande d'autres produits animaux (lait ou œufs par exemple).

(11) Dans l'étude française, les chiffres sont donnés en valeur constante (mais ce mode de calcul est peu utilisable si l'on veut mesurer l'incidence pour l'agriculture en poids de produit). On n'y prévoit, pour l'ensemble de la France, qu'un taux d'accroissement annuel de 2,3 % (contre plus de 2,8 % de 1965 à 1970), dont une part considérable (0,9 %) correspond à la croissance démographique (il y a lieu de supposer qu'en France aussi, les prévisions démographiques devront être révisées en baisse). Ainsi, le surcroît de consommation par tête ne devrait guère dépasser 1 %.

Le rythme de la consommation est bien inférieur à celui de la production

Si l'on récapitule les perspectives de débouchés supplémentaires à l'intérieur de la Communauté, l'augmentation démographique qui, ces derniers temps, a été fortement freinée, n'offre que très peu d'espoir. Pour le développement par habitant, il existera encore certaines possibilités d'expansion pendant un certain nombre d'années, mais dans tous les pays de la C.E.E., à une seule exception près, celle-ci ne devrait guère atteindre beaucoup plus de 1 % par an. Seule l'Italie recèle encore des réserves d'expansion plus importantes, qui, au début, seraient même susceptibles d'un assez fort développement.

En général, on peut admettre à bon droit que la production agricole de la C.E.E. présentera, en moyenne, pour les dix prochaines années, des perspectives de croissance d'au moins 3 % (éventuellement 3,5 %), mais que les débouchés à l'intérieur de la Communauté ne doivent être estimés qu'à la moitié de ce chiffre (plus tard même à un tiers seulement) (12).

Des évolutions semblent s'amorcer qui, éventuellement, peuvent entraîner pour l'agriculture des changements importants, voire radicaux, en particulier sur la nécessité de mettre hors culture certaines superficies agricoles. Quelques exemples le montreront.

Digression : se nourrira-t-on, dans l'avenir, de produits alimentaires synthétiques ?

Il s'agit, d'une part, de l'utilisation de produits de synthèse pure et aussi de succédanés alimentaires artificiels fabriqués à partir de matières premières végétales ou organiques. Les uns et les autres concurrencent les produits obtenus directement ou indirectement par l'agriculture et influeraient ainsi sur les ventes de ces derniers.

La fabrication de produits alimentaires artificiels ne pose déjà plus aujourd'hui de problème technique particulier. La question est uniquement de savoir quand viendra le moment où ces produits seront compétitifs même sur le plan économique et s'il conviendrait d'y opposer des barrières politiques.

Vous n'êtes pas sans savoir que des produits synthétiques du secteur industriel se sont déjà imposés dans le caoutchouc et les fibres et qu'ils ont, dans de larges secteurs, remplacé des produits agricoles naturels (caoutchouc, laine, coton, sisal, jute) ou en ont beaucoup influencé les ventes [40].

(12) Il y a environ un an, alors qu'on prévoyait encore, pour la population de l'Allemagne de l'Ouest dont il faudrait assurer l'approvisionnement, un taux de croissance de 0,6 % (voir page 16), H. Scholz [33], se référant au rapport agricole 1970, escomptait jusqu'en 1980 une augmentation annuelle de la demande de 1,2 à 1,3 %. D'après les nouveaux résultats de la statistique démographique, ci-dessus mentionnés, il faudra rectifier l'expansion prévue de la demande en la ramenant à 0,8 % seulement.

Parmi les produits alimentaires, il existe dès maintenant des cas semblables. Les édulcorants concurrencent le sucre naturel ; dans certaines régions de l'Europe centrale la margarine a déjà, dans une large mesure, supplanté le beurre. La conséquence a été, en fin de compte, que des superficies agricoles ont été libérées en Europe, car les matières premières agricoles nécessaires à la fabrication de margarine ne proviennent généralement pas de l'agriculture européenne mais d'outre-mer.

On vend aujourd'hui, aux U.S.A. et au Canada, du lait artificiel dont les principaux éléments sont de l'albumine tirée du soja et de l'huile de coco. Ce « lait » ne contient plus une goutte de lait naturel et il est, en outre, moins cher que ce dernier. Du lait enrichi de matières grasses (crème) a également trouvé un marché, mais ces matières grasses sont d'origine végétale [7], [8], [23], [40].

De la « viande » tirée du pétrole ? Des aliments du bétail à base de pétrole ?

Il est parfaitement possible dès maintenant de fabriquer de la viande synthétique en lui donnant le goût souhaité (par exemple côtelettes, jambon, saucisses de Francfort, rosbif) [7]. Cette invention d'origine américaine était d'abord fondée sur l'emploi de soja. Mais aujourd'hui, on peut même se passer de cette matière première qui, en fin de compte, est un produit agricole. Le groupe français de recherche de la compagnie BP peut déjà produire de la viande synthétique à partir de pétrole. La paraffine tirée du pétrole est transformée en bactéries et en levure. Pour 50 % de leur masse sèche, celles-ci se composent de protéines presque équivalentes aux protéines d'origine animale [21]. De 100 tonnes de gas-oil brut, on peut tirer 10 tonnes de concentré d'albumine [8].

Dans un avenir pas tellement lointain, le pétrole pourrait également servir à l'alimentation des animaux sous forme de levure fourragère et ce en quantités considérables. D'ailleurs, on peut aussi produire des levures fourragères à partir de cellulose.

A long terme, la production alimentaire d'origine agricole sera, plus que jusqu'ici, concurrencée par d'autres nouveaux produits alimentaires provenant du secteur non agricole : culture d'algues vertes, exploitation systématique des océans comme source de matières grasses et de protéines, élevage rationnel en viviers de poissons d'eau douce hybridés, production synthétique de substances nutritives à partir de minéraux organiques (charbon, lignite, pétrole, gaz naturel) ou par la production biologique artificielle à partir de bois ou de cellulose [3]. Mesdames et Messieurs, cette digression ne visait pas seulement à montrer que nos connaissances des événements futurs sont limitées, mais aussi et surtout, qu'on serait bien avisé de se familiariser avec l'idée qu'à longue échéance, la vente de produits agricoles aura plutôt tendance à diminuer qu'à augmenter.

Dans ses réflexions extrêmement intéressantes au sujet de l'agriculture de l'an 2000 [26], le Belge G. Neuray a écrit une phrase qui pourrait résumer notre problème : « Mais chaque fois qu'une nouvelle technique plus efficace est employée, chaque fois que la productivité s'élève, un nouveau contingent d'agriculteurs doit cesser de produire. Le drame de l'agriculture est de se heurter à des besoins qui ne vont pas croissant comme ceux des autres biens de consommation ».

N'y aura-t-il pas de débouchés supplémentaires sur le marché mondial ?

Voyons maintenant si l'on peut donner à notre agriculture des espoirs sérieux de soutenir la concurrence sur le marché mondial avec des quantités importantes. Il faut d'abord nous rendre compte que les marchés dits « mondiaux » sont manipulés, c'est-à-dire exposés à l'action des Etats ou à d'autres pratiques commerciales réglementées. Nous devons aussi penser que les accords internationaux tels que le GATT et les divers accords d'échanges de produits comportent certaines règles fixes qui, généralement, ne laissent pas une grande marge nouvelle pour des exportations supplémentaires.

Sur les marchés mondiaux aussi, c'est finalement la règle de l'offre et de la demande qui joue. Comme il semble établi que la production agricole mondiale augmentera plus vite que la population et la consommation, cette règle joue contre nous autres, agriculteurs.

Voici ce qui a été dit lors de la remise du dernier prix Nobel de la Paix au Dr Borlang avec les félicitations du jury : « En tant que sélectionneur, le Dr Borlang a réussi, en ce qui concerne le blé, une percée technique qui permettra, d'ici peu d'années, d'éliminer la faim ». (AGRA-Europe 48/70). Depuis qu'au cours de l'été de 1967, le Comité américain de conseillers scientifiques (President's science advisory committee) a présenté son rapport, qui contient, entre autres, « des preuves indiscutables qu'il existe d'innombrables possibilités pour combler le déficit » [3], le petit groupe des pessimistes se réduit de plus en plus.

Ainsi, vu la croissance de la production dans toutes les parties du monde, la C.E.E., avec sa production excédentaire, se trouvera aussi, sur les marchés situés en dehors de ses frontières, fortement concurrencée par les autres pays dont la production croît aussi souvent plus vite que les besoins intérieurs.

Sous ce rapport, il faut signaler une information qui montre l'énorme poussée expansionniste de l'U.R.S.S., laquelle, en fin de compte, devrait avoir aussi d'importantes conséquences sur le marché mondial. D'ici à

1985, en effet, on prévoit qu'en Russie, non seulement les rendements augmenteront considérablement sur les superficies déjà cultivées, mais aussi que 45 à 50 millions d'hectares (la C.E.E. compte 70 millions d'hectares de S.A.U.) de déserts, de steppes et de marécages seront rendus fertiles par irrigation et assèchement (VWD 49/71). Au total, la production agricole de l'U.R.S.S. doublerait d'ici 1985.

Bien entendu, il n'est pas sûr que ce projet soit réalisé, mais il est clair que techniquement, une forte augmentation de la production agricole ne pose plus de problème insoluble. Il faudrait aussi ne pas se dissimuler qu'en raison du grand nombre de candidats, les clins d'œil au marché mondial, qui doit absorber les excédents surgissant un peu partout, risquent fort de rester sans succès.

Les pays en voie de développement sont de futurs exportateurs de produits agricoles et non des acheteurs pour nos excédents

La cession d'excédents agricoles à des pays en voie de développement, qui a été parfois aussi prônée au titre de « l'aide aux pays en voie de développement », mais que l'on avait imaginée sans doute comme un remède aux problèmes agricoles de l'Europe, n'apporte en réalité aucune solution. Les pays sous-développés devraient suffire eux-mêmes à leur besoins en produits agricoles, puisque dans beaucoup de ces pays, les paysans constituent 60 à 80 % de la population et que l'agriculture y représente actuellement encore la base — souvent misérable — de l'existence. Parallèlement, il faut entreprendre une industrialisation systématique, dans le but non seulement de fabriquer ce dont le pays a besoin, mais aussi, précisément, de créer des industries destinées à traiter, en vue de l'exportation, les produits agricoles existants ou susceptibles d'être cultivés (par exemple, filatures de coton, huileries, sucreries, etc.) [2], [4].

C'est seulement de cette manière qu'une aide sérieuse et durable peut être apportée. Bien entendu, il faut veiller aussi, eu égard aux tendances générales de l'agriculture, à éviter le développement dans ces pays de surcapacités, et à maintenir, au profit de ces pays sous-développés, certaines possibilités d'exporter dans nos pays, par exemple, des huiles tropicales (et des tourteaux oléagineux).

On voit donc qu'il ne faut pas attendre de ce qu'on appelle « l'aide aux pays en voie de développement » des débouchés supplémentaires considérables pour notre agriculture. Nous devons, au contraire, en raison de considérations politiques, tout faire pour développer la capacité d'exportation de ces pays, et cela justement en matière agricole.

III — BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Ce qui a été dit jusqu'à présent indique que les perspectives de ventes supplémentaires de produits agricoles, loin d'être brillantes, doivent plutôt être considérées comme assez sombres. Malheureusement, en l'état actuel des connaissances, il est impossible de se livrer à des prévisions chiffrées tant soit peu sûres. Mais je crois avoir montré, par bien des exemples, que de simples extrapolations de tendances ne servent à rien et peuvent même éventuellement induire en erreur.

Les possibilités techniques immenses sont devenues si multiples, tant du côté de la production que de celui

des ventes de notre bilan, qu'il faut les faire figurer simplement dans les calculs comme une « inconnue ». Cette inconnue pèse d'un tel poids qu'il vaut mieux renoncer à établir des prévisions précises à long terme [18].

Bilan de l'évolution passée

Néanmoins, on peut, tout d'abord, citer quelques chiffres de l'évolution passée :

Tableau 8

Situation de l'approvisionnement dans la C.E.E. et dans la R.F.A.
en millions de tonnes équivalent céréales
« 1958/59 » à 1968/69 *

	« 1958/59 »	« 1966/67 »	1967/68	1968/69	« 1958/59 » à 1968/69	
					En chiffres absolus (10 ans)	En pourcentage **** (annuel)
<i>Communauté économique européenne</i>						
Production (production finale) **	169	216	232	236	+ 67	3,4
Utilisation intérieure ***	186	229	237	246	+ 60	2,8
Solde d'approvisionnement	— 17	— 13	— 5	— 10	+ 7	
Degré d'autoapprovisionnement (%) . .	91	94	98	96	+ 5	
<i>R.F.A.</i>						
Production (production finale) **	45,4	56,2	60,8	62,4	+ 17,0	3,2
Utilisation intérieure ***	57,7	70,9	72,7	74,4	+ 16,7	2,6
Solde d'approvisionnement	— 12,3	— 14,7	— 11,9	— 12,0	+ 0,3	
Degré d'approvisionnement (%)	79	79	84	84	+ 5	

(*) « 1958/59 » = Ø 1956/57-60/61. — « 1966/67 » = Ø 1965/66-67/68. — (**) Corrigée des doubles comptes (fourrage, semences, œufs à couvrir). — (***) Alimentation et industrie. — (****) Formule des intérêts composés.
Source : [38].

Ainsi, au cours des dix dernières années, la production agricole de la C.E.E. pour laquelle il existe des statistiques s'est accrue de 67 millions de tonnes d'équivalent céréales, alors que la consommation intérieure totale (nourriture et industrie) n'a augmenté que de 60 millions de tonnes E.C. (13). Dans la Communauté, le taux moyen d'accroissement annuel a été pour la production de 3,5 %, pour la consommation de 2,9 %. Dans la R.F.A., la production a augmenté de 3,3 % par an, la consommation de 2,5 %.

Le degré d'autoapprovisionnement de la Communauté est passé, au cours de ces dix dernières années, de 91 à 96. Le déficit d'approvisionnement qui existait il y a dix ans a donc été à moitié comblé. Notons en

passant que la production agricole française y a particulièrement contribué. En dix ans, elle a augmenté de 28,4 millions de tonnes E.C. (le total de la production agricole néerlandaise est de 16 millions de tonnes), soit 46 % (taux d'augmentation annuel = 4 pour cent) [38]. Le degré d'autoapprovisionnement de la France est passé de 98 à 114. Un septième de la production agricole française (soit environ 11 millions de tonnes E.C.) a été exporté en 1968/69 (14).

(13) Pour illustrer cet ordre de grandeur, disons que la différence de 7 millions de tonnes équivaut à plus de la moitié de l'ensemble de la production agricole belge.

(14) Ce chiffre représente uniquement le solde des exportations et des importations de produits agricoles. Pour plus de détails, voir [38].

Le fourrage importé remplace les superficies de production

Les chiffres cités jusqu'à présent proviennent des bilans d'approvisionnement établis par la C.E.E. Toutefois ceux-ci ne donnent qu'une image incomplète puisqu'ils n'indiquent pas séparément quelle part de la production agricole totale mentionnée a été produite sur le sol même de la Communauté et quelles quantités (notamment de produits animaux) l'ont été à l'aide d'aliments du bétail importés (c'est-à-dire non produits par le sol de la Communauté).

En fait, en « 1966/67 » (= Ø 1965/66 — 67/68), le rapport était le suivant : l'agriculture communautaire a réalisé sa production sur environ 70 millions d'hectares de S.A.U. et, en outre, à l'aide d'importations d'aliments du bétail (15) correspondant à un équivalent de superficie d'environ 10 millions d'hectares [38]. La

tendance à utiliser du « fourrage importé » relativement bon marché et, de plus, particulièrement nourrissant en raison de sa forte teneur en albumine s'accroît (en 1958/59 l'équivalent de superficie correspondant n'était que de 5,4 millions d'hectares).

Il semble qu'il faille prévoir que ces importations continueront à augmenter. Comme nous allons vers une surproduction, cette évolution s'opère naturellement au détriment des exploitations et des régions qui sont moins bien placées pour acheter du fourrage importé. Dans ces exploitations, l'emploi de leur propre fourrage ou de fourrage acheté produit dans le pays même a souvent pour effet de renchérir les coûts par rapport aux exploitations qui utilisent largement des aliments du bétail importés.

(15) Importations des différents pays de la C.E.E., c'est-à-dire que les échanges intracommunautaires ne sont pas déduits (on estime qu'ils atteignent 10 %).

Tableau 9

Exemples chiffrés avec différents taux de croissance annuels *
pour l'augmentation de la production agricole de la C.E.E.
et de la consommation intérieure communautaire d'ici 1980

a. Les diverses variantes (millions de t E.C.)			
Variante	1968/69	1980	Augmentation
<i>Augmentation de la production au</i>			
taux annuel de 2,5 %	236	317	+ 81
taux annuel de 3 %		336	+ 100
taux annuel de 3,5 %		357	+ 121
<i>Augmentation de la consommation intérieure au</i>			
taux annuel de 1 %	246	278	+ 32
taux annuel de 1,5 %		294	+ 48
taux annuel de 2 %		312	+ 66
b. Résultats des combinaisons pour 1980			
	Si la consommation intérieure augmente de		
	1 %	1,5 %	2 %
<i>La production dépassera la consommation de millions de t E.C.</i>			
augmentation de la production de 2,5 %	+ 39	+ 23	+ 5
augmentation de la production de 3 %	+ 58	+ 42	+ 24
augmentation de la production de 3,5 %	+ 79	+ 63	+ 45
<i>Degré d'autoapprovisionnement **</i>			
augmentation de la production de 2,5 %	114	108	102
augmentation de la production de 3 %	121	114	108
augmentation de la production de 3,5 %	128	121	114

(*) Calculé selon la formule des intérêts composés.

(**) 100 = autoapprovisionnement complet. (114 = la production dépasse la consommation intérieure de 14 %).

Perspectives d'avenir avec exemples chiffrés

Le tableau 9 donne quelques exemples chiffrés qui ont été calculés, afin de donner, pour la Communauté, un ordre d'idées pour certaines perspectives d'avenir concernant la surproduction. Ces chiffres ne sont pas des prévisions, car il est clair que, naturellement, la politique agricole interviendra en temps utile pour empêcher une telle évolution. Mais ils donnent une idée de ce qui serait possible si la production continuait, toutes conditions égales d'ailleurs, à croître isolément dans des proportions que j'estime parfaitement réalisables tandis que, d'autre part, l'accroissement des ventes à l'intérieur de la Communauté serait fortement freiné, ainsi qu'il a été montré.

Si l'on admet un taux annuel d'accroissement de la production de 3 %, la production agricole de la C.E.E. atteindrait 336 millions de tonnes E.C. d'ici à 1980, c'est-à-dire qu'elle dépasserait de 100 millions de tonnes E.C. celle de 1968/69. Disons, pour les besoins de la comparaison, que la production agricole actuelle de l'ensemble de la R.F.A. n'atteint, avec 62 à 65 millions de tonnes E.C., que tout juste les deux tiers de cet accroissement de production dans la C.E.E. Si l'on ose supposer un taux d'accroissement annuel de 3,5 %, cette augmentation serait déjà de 121 millions de tonnes E.C. Si l'on se contente d'un taux d'accroissement annuel de 2,5 %, la production de la C.E.E. augmenterait de 81 millions de tonnes E.C.

En regard, on peut admettre, pour les ventes à l'intérieur de la Communauté, des taux d'accroissement de

seulement 32 à 66 millions de tonnes E.C., selon que l'on prévoit une augmentation de la demande intérieure (croissance démographique, plus surcroît de consommation par tête) de 1 %, 1,5 % ou 2 % par an.

Un résultat déprimant

Il en résulte vraiment un tableau déprimant. Si, d'une part, on néglige les exemples chiffrés extrêmes du tableau 9, dans dix ans la production de la C.E.E. qui, en 1968/69, était encore inférieure de 10 millions de tonnes E.C. à la consommation intérieure, pourrait dépasser considérablement la consommation, ce dépassement pouvant être d'environ 25 à 50 millions de tonnes E.C. Le problème des excédents pourrait donc prendre des proportions gigantesques. Il faut toutefois dire nettement que ces chiffres ne sont que des exemples chiffrés purement théoriques. Ils ont simplement pour but de montrer les ordres de grandeur vers lesquels nous nous dirigeons avec les tendances de l'évolution actuellement visibles, si des mesures adéquates ne sont pas prises pour y mettre bon ordre (16). Sans doute n'arrivera-t-on jamais à ces excédents gigantesques, car des mesures politiques seront sûrement prises pour éviter une évolution aussi inacceptable.

Il semble donc hors de doute que l'on doit travailler très sérieusement à limiter nos capacités de production. En même temps, il devrait être clair que les mesures à prendre devront être draconiennes, et même qu'elles auront le caractère d'une « révision déchirante ».

IV — MISE HORS-CULTURE DE SUPERFICIES AGRICOLES

Comme bien évidemment la production augmente plus vite que les débouchés, il est nécessaire de mettre en réserve des capacités de production ou de recourir au système de la culture extensive. Mais cela revient, en fin de compte, à retirer des superficies à la production agricole.

Les mesures prises jusqu'ici ne sont qu'un début

A l'heure actuelle, dans la Communauté économique européenne, des primes sont versées pour l'abattage de vaches laitières et l'arrachage d'arbres fruitiers. Dans ces deux secteurs excédentaires, la politique agricole des Etats s'efforce de maîtriser l'augmentation régulière de la production.

Bien que ces mesures exigent déjà des fonds considérables (on ne dispose pas de chiffres, car il n'est pas encore possible de connaître l'importance définitive des diverses actions qui font appel au volontariat), elles ne doivent être considérées que comme un début. D'autres efforts seront nécessaires au cours des années.

Selon le plan Mansholt il faudrait cesser d'exploiter 5 millions d'hectares : est-ce déjà trop peu ?

Avec le « plan Mansholt » [13], publié en 1968 — c'est-à-dire à un moment où l'on ne pouvait encore discerner aussi nettement qu'aujourd'hui la croissance extrêmement forte qu'allait connaître la production — la Commission de la C.E.E. proposait de mettre hors culture, d'ici à 1980, environ 5 millions d'hectares de superficie agricole utile et de retirer de la production 3 millions de vaches. La superficie agricole utile de la Communauté étant d'environ 70 millions d'hectares, ce serait donc le quatorzième de celle-ci qui recevrait une autre affectation, et pourrait principalement être reboisé. Cette réduction de 7 % de la superficie ne

(16) Sous ce rapport, il faut souligner les différences par rapport aux chiffres du tableau 4 concernant les augmentations de la production jusqu'en 1980 prévues par le gouvernement fédéral. Les chiffres du tableau 4 sont, en effet, plus bas parce qu'il a été tenu compte expressément de mesures concrètes en matière de politique agricole (notamment modification du niveau des prix agricoles, élimination des excédents structurels).

signifie cependant pas nécessairement que la capacité de production serait réduite du même taux, car elle toucherait certainement en premier lieu des sols médiocres, sur lesquels les rendements sont bien inférieurs. Mais il y a encore deux autres raisons qui permettent de penser que l'effet utile de cet arrêt d'exploitation de certaines surfaces ne serait pas suffisant pour équilibrer le bilan des approvisionnements.

Si l'on escompte que la production agricole continuera à augmenter au même rythme que pendant les dix dernières années (environ 3 %), la mise hors culture de 5 millions d'hectares en dix ans n'absorbera (compte tenu qu'il s'agira, en premier lieu, de sols peu productifs) guère plus du dixième ou du huitième du surcroît de production réalisé pendant cette période.

D'autre part, il faut considérer qu'aujourd'hui une partie importante de la production agricole (animale) est réalisée à l'aide d'aliments du bétail importés (par exemple maïs, soja grossièrement moulu) et de déchets de la transformation de matières premières importées (par exemple tourteaux provenant des importations de coprah). Bien des raisons incitent à continuer d'utiliser en grandes quantités ces aliments du bétail protéiques, relativement bon marché et d'excellente qualité. Il serait donc parfaitement possible, du point de vue technique, que de cette manière la capacité de production augmente (au lieu de diminuer) en dépit de la réduction des superficies.

Y a-t-il 10 millions d'hectares de S.A.U. en trop en France ?

Sous ce rapport, il faut souligner que, dans un pays de la Communauté, il a été proposé des réductions des capacités de production beaucoup plus fortes que dans le plan Mansholt. Dans le rapport de la Commission Vedel, déjà mentionné, sur les perspectives de l'agriculture française jusqu'en 1985 [24], il est aussi question, dans plusieurs études modèles établies indépendamment les unes des autres, de la surproduction qui menace l'agriculture française et des conséquences qu'il convient d'en tirer. Dans ces différents modèles, on parvient à la conclusion qu'il faudra retirer de la production agricole

- 11 millions d'hectares S.A.U. (modèle A 1) ou
- 11 à 12 millions d'hectares S.A.U. (modèle B 1) ou
- au moins 10 millions d'hectares S.A.U. (modèle C 1) ou
- 7 millions d'hectares S.A.U. et probablement plus (modèle C 3) (17).

Ainsi, il faut prévoir qu'en France, en 1985, il y aura une surcapacité de 10 millions d'hectares (par rapport à 1968). La superficie agricole utile, actuelle-

ment exploitée en France, étant de 33 millions d'hectares, il faudrait théoriquement, en quinze ans, mettre hors culture 30 % des superficies. Une telle mesure aurait naturellement d'importantes conséquences pour l'agriculture allemande et les superficies qu'elle utilise.

Officiellement les chiffres et projets présentés par la Commission de la C.E.E. et par la Commission Vedel ne sont encore que des propositions. Mais en conclusion de ce qui précède, on peut dire qu'en l'état actuel des connaissances, les tendances de l'évolution et les ordres de grandeur qu'elles reflètent sont assez vraisemblables.

700.000 hectares de S.A.U. en Allemagne : un minimum

Pour l'Allemagne, dans son rapport agricole de 1971, le Gouvernement fédéral [9] a, sans doute, à plusieurs reprises, traité de la nécessité de réduire les capacités de production agricole. Mais il n'a pas donné de prévisions chiffrées, par exemple en ce qui concerne les superficies à mettre hors culture. Par contre, dans son rapport de 1970 sur l'aménagement du territoire, publié en novembre 1970 [11], le Gouvernement fédéral indique qu'il prévoit, d'ici à 1980, une réduction de la superficie agricole utile de 650.000 à 700.000 hectares. Mais il est évident que ce chiffre a été fixé, moins sous l'impression de la surproduction agricole qu'à partir d'estimations sur les besoins en terrains destinés à la construction d'agglomérations, de routes, d'aéroports, d'installations militaires, etc.

La superficie agricole utile de la R.F.A. étant actuellement de 13,6 millions d'hectares, 700.000 hectares correspondent à une réduction ne dépassant pas 5 % (18). Il est clair que cela ne suffira pas pour atteindre la diminution de capacité considérée comme nécessaire.

Si l'on rapporte ce taux à l'ensemble de la C.E.E., ce qui naturellement est extrêmement risqué pour les grands territoires à moindre densité de peuplement de la France et de l'Italie, les besoins de terrains à construire, de routes, etc. y étant moins grands que dans la R.F.A., où la densité de peuplement est plus forte, on peut calculer que, pour la C.E.E., il correspondrait à une diminution de la superficie agricole utilisable d'environ 3,5 millions d'hectares. Mais il serait plus réaliste de tableur sur un chiffre d'environ 2,5 millions d'hectares qui pourraient, assez vraisemblablement, au cours des dix prochaines années, être affectés à des usages non agricoles. Toutefois, ce calcul ne tient compte que des nécessités de la structure des agglomérations dans l'avenir, et non pas de celles d'une adaptation de la superficie aux débouchés.

(18) A cet égard, il est intéressant de noter une étude de Pillewitz [30] sur l'évolution aux Pays-Bas — dont la densité de peuplement est forte — où l'on escompte, d'ici à 1980, une réduction de la superficie agricole utilisable de 7 % en faveur des besoins de terrains à des fins non agricoles.

(17) Les autres modèles sont consacrés principalement à d'autres problèmes.

Un total de 5 à 11 millions d'hectares de S.A.U. pour la C.E.E. ?

Le tableau 9 présentait des exemples chiffrés, montrant qu'en 1980 la production pourrait théoriquement, si l'on élimine les valeurs extrêmes (voir texte page 16), dépasser la consommation de 25 à 50 millions de tonnes E.C. Si l'on veut éviter une telle surproduction, il faudrait mettre hors culture des équivalents de superficie correspondants. Comme il faut compter en 1980 avec un rendement moyen de la production de 45 à 50 quintaux à l'hectare (en y incluant la production animale obtenue à l'aide de fourrage importé : voir texte de la page 15), 25 millions de tonnes d'excédents correspondraient en moyenne à environ 5 à 5,5 millions d'hectares et 50 millions à environ 10 à 11 millions d'hectares de superficie agricole utile dans la Communauté. Il faut souligner ici expressément que ce calcul a été effectué sur la base de superficies qui, en moyenne, sont à fort rendement.

Les zones à faible rendement en premier lieu

Comme ce seront certainement, en premier lieu, les sols à faible rendement que l'on cessera d'exploiter et que la migration de la production vers les régions favorables semble devoir se poursuivre, la surface réelle des sols à soustraire à la production devra naturellement être d'autant plus grande. On a, il est vrai, un espoir (faible) de pouvoir écouler une certaine partie des excédents à l'extérieur de la Communauté. Mais dans la réalité, cela ne représenterait guère qu'un allègement très aléatoire.

En résumé, il faut constater que la reconversion de 5 millions d'hectares de S.A.U. recommandée dans le plan Mansholt n'est certainement pas exagérée, mais doit plutôt être considérée comme extrêmement prudente. Les dix années à venir nous apprendront sûrement que ce chiffre devra encore être largement dépassé.

Il va de soi, conformément aux règles de la politique agricole de la C.E.E., qu'en principe ces reconversions de superficies seront possibles dans toutes les régions de la Communauté. Mais on doit penser d'abord aux sols qui sont peu favorisés par la nature, soit en raison de leurs conditions naturelles (qualité du sol, exposition, climat), soit à cause du manque de débouchés. Weinschenk et Henrichsmeyer [42] voient « la réorganisation régionale de la production agricole » comme une « retraite de l'agriculture sur le « noyau » du pays agricole, les lieux de production moins favorisés passant à des formes de culture plus extensives ou même abandonnant totalement l'agriculture ».

Il est clair que la R.F.A., elle aussi, sera touchée par cette évolution que l'on prévoit dans toute la C.E.E., bien que, peut-être, elle doive l'être moins que ceux des partenaires de la C.E.E. qui, sur des territoires relativement vastes, ont des conditions de production inférieures à la moyenne. Signalons néanmoins que, dans

la R.F.A., selon Wagner [41] « des experts ou de prétendus experts » chuchotent dès maintenant que 10 à 20 % de notre S.A.U. actuelle feraient partie des futures superficies à rendement marginal (19) (souligné par l'auteur). Si ces estimations s'avéraient exactes, cela donnerait tout de même 1,4 à 2,8 millions d'hectares de S.A.U. pour la R.F.A.

Révision de notre conception juridique ; abandon de superficies agricoles

Il faut songer, d'autre part, à une application plus libérale de la législation qui a été la nôtre jusqu'à présent. L'optique conservatrice actuelle (loi fédérale sur l'aménagement du territoire, loi fédérale sur la construction, différentes lois d'aménagement des campagnes), selon laquelle des sols bien adaptés à l'agriculture ne doivent « que dans les limites du strict nécessaire, être affectés à d'autres modes d'utilisation » devrait être réexaminée à la lumière des constatations les plus récentes sur la surproduction agricole. Plus les superficies de bonnes terres que l'on cessera d'exploiter seront grandes, plus il sera facile de maîtriser le problème de la surcapacité. Ainsi, il ne faudrait pas limiter inutilement la liberté personnelle de décision de continuer à exploiter sa (bonne) terre en tant qu'agriculteur ou de la vendre (avantageusement) [39]. Même les régions agricoles dites prioritaires ne pourront être, à la longue, encouragées que si les conditions ou les mesures que cela impose sont raisonnables. Des révisions de notre échelle de valeurs actuelles s'imposeront quasiment d'elles-mêmes, bien entendu en respectant aussi les limitations de la capacité de production.

Grandes différences d'une région à une autre

Les possibilités et le processus d'adaptation doivent — selon la combinaison des différentes caractéristiques dans les diverses régions — être appréciés très différemment. Dès à présent, il existe des districts dans lesquels jusqu'à un tiers des sols agricoles sont en friche ; dans celui de Dill, on connaît même des communes où cette proportion est de 90 % [32]. Il semble probable que dans dix ou vingt ans, ces exemples considérés encore comme extrêmes, ne seront plus ressentis comme anormaux si des mesures appropriées d'aménagement du territoire ne sont pas prises en temps utile.

Le seuil à partir duquel on mesure aujourd'hui la nécessité d'une reconversion se déplace constamment et à vue d'œil. Eu égard à l'évolution future probable, il ne faut pas oublier qu'en fin de compte la surproduction agricole se trouve dans les régions où prédominent de mauvaises conditions de production et de structure.

(19) En regard, il est question officiellement d'estimations d'un ordre de grandeur de 300.000 ha pour les sols qui ont actuellement un rendement marginal (Bulletin du Gouvernement fédéral de 20-1-1971).

Perspectives

L'avenir est incertain à bien des égards.

Isolé, le paysan européen est d'abord assez désarmé face au problème de la croissance des excédents et de la stagnation des possibilités d'écoulement ; il est en quelque sorte victime du progrès technique.

Par conséquent, au cours de la prochaine décennie, l'Europe connaîtra une grande mobilité du sol, ignorée jusqu'ici. Si des aides convenablement orientées sont accordées en temps utile dans le cadre de la politique agricole, cette mobilité pourrait faciliter grandement la réorientation nécessaire de l'économie agricole.

Cette évolution va probablement déclencher un processus de sélection impitoyable dans lequel, en fin de compte, seules pourront subsister les exploitations et les

régions qui, grâce à des conditions favorables de production et d'écoulement, sont en mesure de recourir aux formes modernes d'organisation des exploitations agricoles.

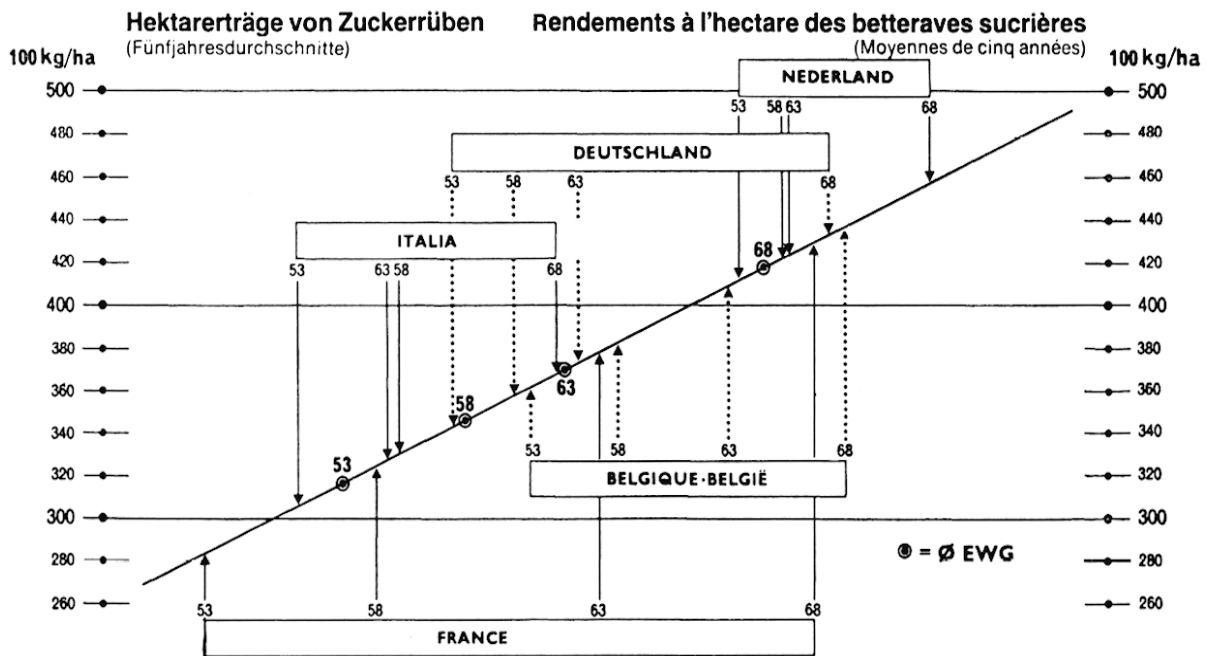
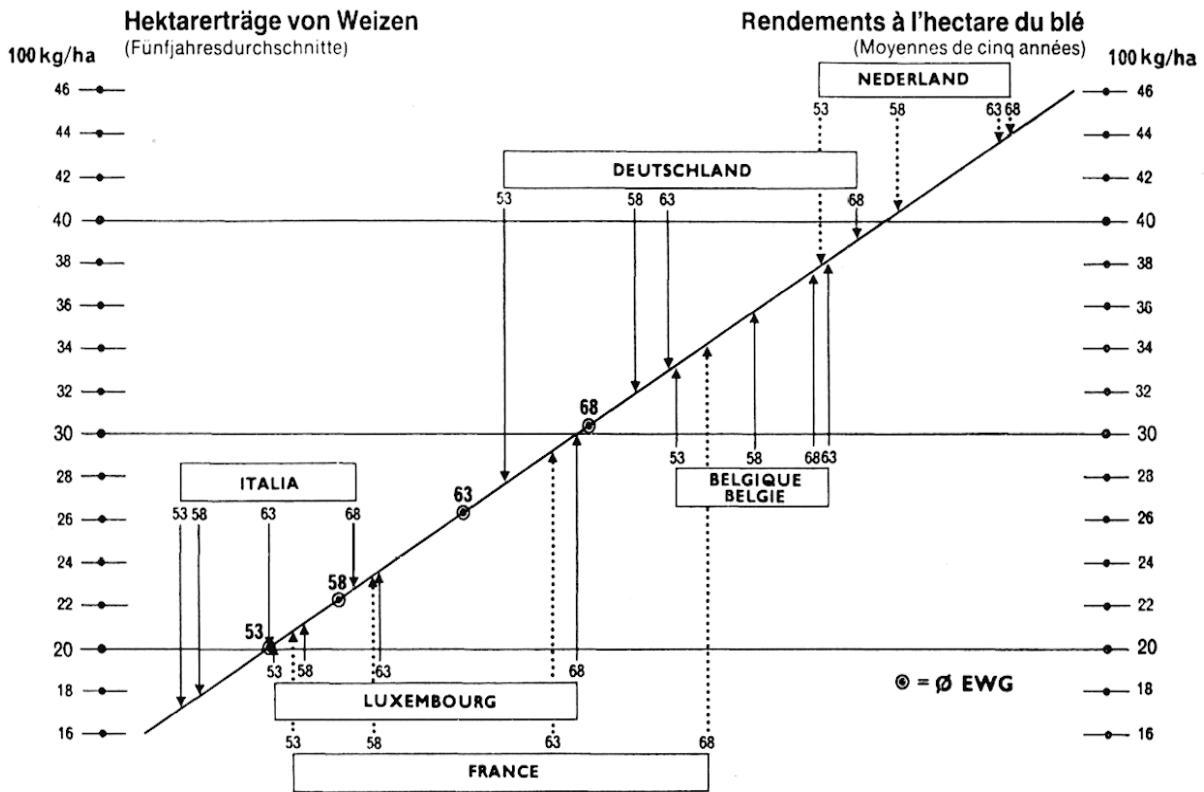
Néanmoins, que ces perspectives ne découragent pas les agriculteurs d'aujourd'hui. Dans cette dure période de transition, ils pourront compter sur l'aide de l'Etat. Dès à présent, les divers programmes agricoles montrent que chaque agriculteur pourra décider individuellement s'il veut, dans l'avenir, assurer sa subsistance (à un niveau convenable) :

- exclusivement dans l'agriculture (modernisée),
- en combinant les activités agricoles et non agricoles,
- en choisissant un nouveau métier non agricole,
- ou enfin, en recevant une rente (convenable) pour l'abandon de sa terre.

BIBLIOGRAPHIE

1. BERGMANN (D.). — Présentation sommaire de travaux en cours pour l'élaboration d'un modèle d'une agriculture française très fortement modernisée. Ronéo I.N.R.A., Paris, 1969.
2. BERGMANN (H.). — Die rauhe Wirklichkeit — Agrar — und Entwicklungspolitik im Wechselspiel. Deutsche Landwirtschaftliche Presse, n° 9 du 9 mai 1970.
3. BRANDT (K.). — Die Welt muss nicht verhungern — Weltbevölkerung und Nahrungs spielraum. Version augmentée de deux articles parus dans F.A.Z. des 5 et 16 mars 1968.
4. BUCHHOLZ (H.E.). — Welternährung, Entwicklungshilfe, überproduktion. Document destiné à l'audition publique devant la Commission de l'alimentation du Bundestag en février 1971.
5. Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten. — Statistisches Jahrbuch über Ernährung, Landwirtschaft und Forsten 1970, Hambourg - Berlin, 1970.
6. Bundesministerium für Wirtschaft. — Perspektiven des Wirtschaftswachstums in der Bundesrepublik Deutschland bis zum Jahre 1985. Die wirtschaftliche Lage in der Bundesrepublik Deutschland, 3^e trimestre 1970.
7. COUSTRY (R.). — L'impact des succédanés dans la vie moderne américaine. Annales de Gembloux, Gembloux 1970, pages 45-69.
8. DES ACCORDS (M.). — Les produits alimentaires de substitution. Paysans, n° 80, Paris, 1970, pages 43-50.
9. Deutscher Bundestag. — Agrarbericht 1971 der Bundesregierung. Document VI/1800 du 15 février 1971.
10. Deutscher Bundestag. — Bericht der Bundesregierung über die Lage der Landwirtschaft (Grüner Bericht 1970). Document VI/372 du 6 février 1970.
11. Deutscher Bundestag. — Raumordnungsbericht der Bundesregierung 1970. Document VI/1340 du 4 novembre 1970.
12. Commission de la C.E.E. — Le Marché Commun des produits agricoles : prévisions 1970. Etudes C.E.E., série Agriculture, n° 10, Bruxelles, 1963.
13. Commission de la C.E.E. — Mémoire sur la réforme de l'agriculture dans la Communauté économique européenne. Document COM (68) 100, Bruxelles 1968.
14. F.A.O. — An international comparison of trends in cereal yields during 1920-25, and outlook. Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics, Vol. V, n° 11 et 12, Rome 1956.
15. FOUQUET (A.). — La demande de produits agricoles et alimentaires est prévisible. Economie et Statistique, Paris 1970, pages 29-41.
16. FOUQUET (A.). — Projection de la consommation alimentaire pour 1975. Collection de l'I.N.S.E.E. M 5, Paris 1970.
17. FREEMAN (O.). — Agriculture/2000, US-Department of Agriculture. Washington 1967.
18. GOETZ (H. H.). — Mit Agrarproblemen leben lernen. Europa-Archiv n° 6/1970, Bonn 1970, pages 213-222.
19. HOECHERL (H.). — Die Welt zwischen Hunger und überfluss. Eine agrarpolitische Bilanz im technischen Zeitalter. Stuttgart - Degerloch 1969.
20. IFO-Institut für Wirtschaftsforschung : Long-term development of demand and supply for agricultural products in the Federal Republic of Germany. München, 1967.
21. JANTSCH (E.). — Alternativen zur Nahrungsmittelerzeugung. Agrarwirtschaft 2000, AVA-Heft N° 24, Wiesbaden 1968.
22. KAHN (H.), WIENER (A.). — Ihr werdet es erleben - Voraussagen der Wissenschaft bis zum Jahre 2000. Vienne, München, Zurich 1968.

23. Ministère de l'Agriculture. — Colloque sur les produits synthétiques et de remplacement. Cahiers de Statistique Agricole n° 159 et 160.
24. Ministère de l'Agriculture. — Perspective à long terme de l'agriculture française 1968-1985. Paris 1969 (Rapport Vedel).
25. MOZER (A.). — Die europäische Landwirtschaft im Jahre 2000. Conférence donnée au symposium de l'industrie européenne des aliments du bétail à Bâle. Bâle 1969.
26. NEURAY (G.). — L'agriculture en l'an 2000. Essai de prospective. Economie Rurale, n° 87, Paris 1971, pages 3-13.
27. PLATE (R.). — Voraussichtliche Entwicklung der Nachfrage nach Agrarproduktion sowie der Produktion, des Aufwandes und der Wertschöpfung der Landwirtschaft in der B.R. Deutschland bis 1980 (Audition publique au Bundestag de février 1971).
28. PLATE (R.), WOERMANN (E.). — Landwirtschaft im Strukturwandel der Volkswirtschaft. Fascicule spécial 14 de la revue Agrarwirtschaft, Hanovre 1962.
29. PRIEBE (H.). — Landwirtschaft in der Welt von morgen. Dusseldorf, Vienne 1970.
30. PRILLEVITZ (F.C.). — Gronden uit de kultuur. Landbouwkundig Tijdschrift, Wageningen 1969, pages 311-319.
31. SCHAAFHAUSEN (J.). — Chemie in der Landwirtschaft. Agrarwirtschaft 2000, AVA-Heft N° 24, Wiesbaden 1968.
32. SCHAEFER (K.). — Landnutzung und Eigentum. Agrarwirtschaft 2000, AVA-Heft N° 24, Wiesbaden 1968.
33. SCHOLZ (H.). — Agrarpolitik in diesem Jahrzehnt. Vorträge zur Hochschultagung der Landwirtschaftlichen Fakultät, Kiel 1970, pages 5-19.
34. SCHOLZ (H.), GOCHT (H.). — Agrarpolitik und mittelfristige Wirtschaftspolitik in der EWG. Agrarwirtschaft, Hanovre 1968, pages 237-247.
35. Office Statistique des Communautés Européennes : notamment série « Statistique agricole », diverses années.
36. Statistisches Bundesamt : Sonderveröffentlichung über die dritte koordinierte Bevölkerungsvorausschätzung (actuellement sous presse).
37. Statistisches Bundesamt : Statistisches Jahrbuch 1970. Stuttgart, mars 1970.
38. THIEDE (G.). — La situation de l'approvisionnement de la C.E.E. en produits agricoles, Economie Rurale, n° 86, Paris 1970, pages 1-42.
39. THIEDE (G.). — Raumrelevante Einflüsse aus der Steigerung der Produktivität der Landwirtschaft und ihrer begrenzten Absatzmöglichkeiten. Forschung und Sitzungsberichte der Akademie für Raumforschung und Landesplanung (actuellement sous presse), Hanovre.
40. US-Department of Agriculture : Synthetics and Substitutes for agricultural products — a compendium. Miscellaneous publication N° 1141, Washington 1969.
41. WAGNER (E.). — Landwirtschaftliche Grenzertragsflächen : ein Grundproblem künftiger Raumordnung. Innere Kolonisation, Berlin, Bonn 1970, pages 256-258.
42. WEINSCHENK (G.), HENRICHSMEYER (W.). — Landwirtschaft bis 1980. Agrarwirtschaft, Hanovre 1970, pages 1-10.
43. WOHLKEN (E.). — Der Markt als Faktor für einzelbetriebliche Entscheidungen. Sachverständigen-Fachtagung des Hauptverbandes der landwirtschaftlichen Buchstellen und Sachverständigen, 12 au 14 novembre 1970.



1953 = Ø 1951-1955 1958 = Ø 1956-1960 1963 = Ø 1961-1965 1968 = Ø 1966-1969 (4 JAHRE/ANNEES)

Quelle: Statistisches Amt der Europäischen Gemeinschaften, Agrarstatistik Heft 6 - 1969